

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CONSULTATION N°24FT03

RECONSTRUCTION DE LA CRECHE DOREMI A LA COTE ST ANDRE

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 13 mai 2024 à 12:00






BIEVRE ISERE COMMUNAUTE

Grenoble Air Parc

1 avenue Roland Garros

38590 SAINT ETIENNE DE SAINT GEOIRS

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	RECONSTRUCTION DE LA CRECHE DOREMI A LA COTE ST ANDRE
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	12
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	12 mois/délai d'exécution dans le planning prévisionnel de travaux

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires	6
2 - Conditions de la consultation.....	6
2.1 - Délai de validité des offres	6
2.2 - Forme juridique du groupement	6
2.3 - Variantes.....	6
2.4 - Développement durable	6
3 - Les intervenants	6
3.1 - Conduite d'opération	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre	6
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	7
3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie	7
3.5 - Contrôle technique	7
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
4 - Conditions relatives au contrat	7
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	7
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
5 - Contenu du dossier de consultation	8
6 - Présentation des candidatures et des offres	8
6.1 - Documents à produire.....	8
6.2 - Visites sur site.....	11
6.3 - Usage de matériaux de type nouveau	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	12
7.1 - Transmission électronique	12
7.2 - Transmission sous support papier	13
8 - Examen des candidatures et des offres	13
8.1 - Sélection des candidatures	13
8.2 - Attribution des marchés	13
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	16
9 - Renseignements complémentaires	16
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	16
9.2 - Procédures de recours.....	16

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La consultation concerne la RECONSTRUCTION DE LA CRECHE DOREMI A LA COTE ST ANDRE

Lieu(x) d'exécution :

Rue de la Serve

38260 LA COTE ST ANDRE

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 12 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Gros œuvre en maçonnerie
02	Ossature et charpente bois - couverture et bardage
03	Menuiseries extérieures bois alu-occultation
04	Cloisons doublages plafonds peintures
05	Menuiseries intérieures bois équipement
06	Sols durs collés - faïences
07	Sols souples
08	Serrurerie
09	Electricité Cfo et Cfa
10	Chauffage sanitaire Ventilation
11	Terrassements VRD Abords
12	Photovoltaïque

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour 3 lots maximum.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45212000-6	Travaux de construction de bâtiments destinés aux loisirs, aux sports, à la culture, à l'hébergement et de restaurants
85312110-3	Services de crèches et garderies d'enfants
45214100-1	Travaux de construction de jardins d'enfants

Lot(s)	Code principal	Description
01	45223220-4	Travaux de gros œuvre
01	45262522-6	Travaux de maçonnerie
02	45422000-1	Travaux de charpenterie
02	45261000-4	Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes
03	45421000-4	Travaux de menuiserie
03	45421130-4	Poses de portes et de fenêtres
04	44112300-1	Cloisons
04	45421141-4	Travaux de cloisonnement
04	45410000-4	Travaux de plâtrerie
05	45421000-4	Travaux de menuiserie
05	45421150-0	Travaux d'installation de menuiseries non métalliques
05	45421130-4	Poses de portes et de fenêtres
06	45432110-8	Travaux de pose de sols
06	44112210-3	Revêtements de sol rigides
07	45432111-5	Travaux de pose de revêtements de sols souples
08	44316500-3	Serrurerie
09	45315300-1	Installations d'alimentation électrique
09	09300000-2	Électricité, chauffage, énergie solaire et nucléaire
09	09310000-5	Électricité
10	45232460-4	Travaux d'installations sanitaires
10	45331210-1	Travaux d'installation de ventilation
10	39715200-9	Équipement de chauffage
11	45112500-0	Travaux de terrassement
11	45234116-2	Travaux de construction de voies
12	09331200-0	Modules solaires photovoltaïques
12	31712331-9	Cellules photovoltaïques

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Toutefois, en application de l'article L.2142-1 et R.2142-3 du Code de la commande publique, en cas de groupement, le mandataire du groupement sera solidaire de l'ensemble des membres.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ATELIER D'ARCHITECTURE NORMANDON ET JARDIN
22 rue Paul Helbronner
38100 GRENOBLE

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

Le coordonnateur des systèmes de sécurité incendie est assurée par :

STREM GRENOBLE
Capcowork La Caserne de Bonne
15 rue Marceau
38 000 GRENOBLE

3.5 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

ALPES CONTROLES
3 ALLEE DU LEVANT
38300 BOURGOIN JALLIEU

Ses missions sont : L+P1+SEI+PS+PHa +Th + hand + F + SSI + rapport final PMR + VIE + consuel + acoustique + thermique +hygiène et santé + GTB + PV

La mission est assurée par Vincent THIBAUD

3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

ALPES CONTROLES
3 ALLEE DU LEVANT
38300 BOURGOIN JALLIEU

Le coordonnateur est représenté par : Mme PERROUIN.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée et le délai d'exécution des prestations sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

La nature des ressources que la collectivité entend mobiliser pour financer l'opération sont ses ressources propres.

Le paiement des prestations sera fait par virement administratif dans les délais prévus selon les règles applicables en matière de comptabilité publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :
Voir Annexe 1 du présent règlement : liste des pièces du DCE.

Il est remis gratuitement à chaque candidat et téléchargeable via le site internet web <http://bievre-isere.com/institution/information/marches-publics/>.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

En ce qui concerne la candidature, Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables 12 mois.

Les candidats doivent préciser à cet effet dans leur dossier de candidature :

- d'une part le lien qui permet d'accéder à la liste des documents ,
- d'autre part l'identification de la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés
<p>LOT 01– Gros Œuvre en maçonnerie :</p> <p>- CV des compagnons, diplômes et expérience et/ou certificat Qualibat 2112 Maçonnerie et ouvrage en béton armé (technicité confirmée) 6262 Chapes fluides ou équivalent CIP (Carte identité professionnelle)</p>
<p>LOT 02 – Ossature et charpente bois – couverture et bardage :</p> <p>- CV des compagnons, diplômes et expérience et/ou certificat Qualibat -2302 - Fourniture et pose de charpente traditionnelle, en bois lamellé collé et structure bois (technicité confirmée), -2352 - Fourniture et pose de bâtiment à ossature bois (technicité confirmée), -3152 - Couverture en métaux sauf plomb (technicité confirmée), -3811 - Paroi en bardages simples (technicité courante) ou équivalent CIP (Carte identité professionnelle)</p>
<p>LOT 03 – Menuiseries extérieures bois alu – occultation</p> <p>- CV des compagnons, diplômes et expérience et/ou certificat Qualibat 3551 Fabrication et pose de menuiseries extérieures en bois (technicité courante) ou équivalent CIP (Carte identité professionnelle)</p>
<p>LOT 04 – Cloisons doublages plafonds peintures</p> <p>- CV des compagnons, diplômes et expérience et/ou certificat Qualibat 4131 Plaques de plâtre (technicité courante) + RGE ou équivalent CIP (Carte identité professionnelle)</p>

<p>LOT 05 – Menuiseries intérieures bois équipement</p> <p>- CV des compagnons, diplômes et expérience et/ou certificat Qualibat 4312 Fourniture et pose de menuiserie intérieure en bois.ou équivalent CIP (Carte identité professionnelle)</p>
<p>LOT 06 – Sols durs collés – faïences</p> <p>- CV des compagnons, diplômes et expérience et/ou certificat Qualibat 6311 Carrelage – Revêtements ou équivalent CIP (Carte identité professionnelle)</p>
<p>LOT 07 – Sols souples</p> <p>- CV des compagnons, diplômes et expérience et/ou certificat Qualibat 6212 Revêtements textiles en lés et 6223 Revêtements résilients ou équivalent CIP (Carte identité professionnelle)</p>
<p>LOT 08 - Serrurerie</p> <p>- CV des compagnons, diplômes et expérience et/ou certificat Qualibat 4411 Serrurerie-métallerie (technicité courante) ou équivalent CIP (Carte identité professionnelle)</p>
<p>LOT 09 – Electricité Cfo et Cfa</p> <p>- LCPT-CFLCPT Domaines ST-SU-RC (ou références), CV des compagnons, diplômes, CIP (Carte identité professionnelle)</p>
<p>LOT 10 – Chauffage sanitaire ventilation</p> <p>- CV des compagnons, diplômes et expérience et/ou certificat Qualibat 5111-5212-5231-5311 ou équivalent CIP (Carte identité professionnelle)</p>
<p>LOT 12 – Photovoltaïque</p> <p>- CV des compagnons, diplômes et expérience et/ou certificat Qualibat 5911 ou équivalent CIP (Carte identité professionnelle)</p>
<p>LOT 11 – Terrassements VRD Abords</p> <p>- CV des compagnons, diplômes et expérience et/ou certificat FNTP 2321 Travaux de terrassement courants en milieu urbain. 2342 Couches de forme granulaires pour voiries à faible trafic, 331 Assises de chaussées, 3321 Revêtements en matériaux enrobés classiques, 346 Pose de bordures, chainettes et caniveaux, 5113 Réseaux à écoulement sous pression en milieu non urbain 5118 Réseaux à écoulement sous pression en milieu urbain, 681 Pose de tubes PVC télécom LST.</p>

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes par lot
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par lot
- Le cadre de mémoire technique et environnemental (CMTE) par lot
- Le cadre de mémoire Etanchéité à l'air par lot concerné
- Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat
- Certificat de visite lot 01, 02 et 11

Nota :

- Le CCTP et le CCAP qui ne peuvent être modifiés après la remise des offres sont considérés comme approuvés sans réserve par le candidat. Ainsi ils n'ont pas à être retournés avec l'offre, les exemplaires détenus par l'administration faisant foi.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Les conditions de visites sont les suivantes :

La visite est fortement conseillée pour tous les lots et pour prendre en compte les contraintes environnementales. Elle est obligatoire pour les lots 01, 02 et 11 avec remise d'une attestation de visite.

POUR LES LOTS 01, 02 et 11

Créneau Visite possible pour les lots obligatoires, prendre rendez-vous auprès de Mme CORMOD par mail : technique@bievre-isere.com

Pour les dates suivantes :

- Jeudi 18 avril après-midi à 14h00
- Vendredi 19 avril matin à 08h30
- Mercredi 24 avril après-midi à 14h00
- Jeudi 25 avril matin à 08h30

L'attestation de visite pour ces lots sera à remettre avec l'offre.

6.3 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en oeuvre sur sa proposition :
..... pendant le délai de ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes : "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://bievre-isere.com/institution/information/marches-publics/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
BIEVRE ISERE COMMUNAUTE
Grenoble Air Parc
1 avenue Roland Garros
38590 SAINT ETIENNE DE SAINT GEOIRS

La copie de sauvegarde peut également être transmise par voie dématérialisée, à l'adresse suivante : commande.publique@bievre-isere.com
Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour les lots n°01, 02, 03, 05, 08, 09, 10, 11, 12

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	55.0 %
2-Valeur technique	35.0 %
3-Performances en matière de protection de l'environnement	10.0 %

Pour les lots n°04, 06, 07

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0 %
2-Valeur technique	30.0 %
3-Performances en matière de protection de l'environnement	10.0 %

Critère 1 - Prix des prestations (pondéré à 55% ou 60% selon les lots)

La note prix est notée sur 20 points.

La note "Prix" est obtenue par la formule suivante : $20 \times (\text{montant de l'offre moins-disante} / \text{montant de l'offre considérée})$

L'entreprise moins-disante a donc une note de 20, la note des autres entreprises étant calculée en rapport.

La note obtenue sur 20 est ensuite pondérée à 55% ou 60 % selon les lots

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente, et en cas de non réponse, l'offre rectifiée sera prise en compte.

Critère 2 - Valeur technique (pondéré à 35% ou 30% selon les lots)

La note globale de la valeur technique est notée sur 50.

Pour les lots n°01, 02, 03, 04, 05, 08, 09 et 10

1 Mémoire Technique :

- 1.1 Organisation proposée, ressources humaines et matérielles mobilisées pour l'opération (20 points)
- 1.2 Sécurité, hygiène et santé (5 points)
- 1.3 Maîtrise de la qualité (5 points)
- 1.4 Provenance et qualité des matériaux, matériels et équipements techniques mis en œuvre (10 points)

Total sur 40 points

2 Mémoire étanchéité à l'air

- 2.1 Formation des salariés à l'étanchéité à l'air du bâtiment (2 points)
- 2.2 Moyens et dispositions mis en œuvre sur ce projet (4 points)
- 2.3 Références de projet déjà réalisés (4 points)

Total sur 10 points

La note obtenue sur 50 points et ramené à 20 par la formule suivante : $\text{note V} = \text{note} * 20 / 50$
La note obtenue sur 20 est ensuite pondérée à 35 ou 30 % selon les lots

Pour les lots 06, 07, 11 et 12

1 Mémoire Technique :

- 1.1 Organisation proposée, ressources humaines et matérielles mobilisées pour l'opération (22 points)
- 1.2 Sécurité, hygiène et santé (6 points)
- 1.3 Maîtrise de la qualité (6 points)
- 1.4 Provenance et qualité des matériaux, matériels et équipements techniques mis en œuvre (16 points)

Total sur 50 points

La note obtenue sur 50 points et ramené à 20 par la formule suivante : $\text{note V} = \text{note} * 20 / 50$
La note obtenue sur 20 est ensuite pondérée à 35 ou 30 % selon les lots

Chaque thème est noté en fonction des éléments de réponse fournis par l'entreprise dans son cadre de mémoire technique, selon le barème suivant :

- Pas d'élément de réponse 0
- Insuffisant 0.5 à 2,5
- Passable 3 à 5
- Satisfaisant 5.5 à 7,5
- Très satisfaisant 8 à 10

puis ramené au nombre de point sur lequel il est noté : par exemple .note maximal item organisation (20 ou 22)*note barème/item organisation (20 ou 22)

La note globale "valeur technique" est obtenue par l'addition des notes pondérées des différents sous critères.

Critère 3 - Performance environnementale (pondéré à 10% pour tous les lots)

- 3.1 Pollutions (sol, air, eau): réduction des produits dangereux, gestion des risques (4 points)
- 3.2 Mesures prévues dans votre étude (4 points)
- 3.3 Déchets : réduction à la source, gestion (4 points)
- 3.4 Nuisances (bruit, poussières et boues, autres) (4 points)
- 3.5 Explications précises des mesures prévues pour le nettoyage du chantier (4 points)

La note obtenue sur 20 est ensuite pondérée à 10 % pour tous les lots

Chaque thème est noté en fonction des éléments de réponse fournis par l'entreprise dans son mémoire technique, selon le barème suivant :

- Pas d'élément de réponse 0
- Insuffisant 0.5 à 2,5
- Passable 3 à 5
- Satisfaisant 5.5 à 7,5
- Très satisfaisant 8 à 10

puis ramené au nombre de point sur lequel il est noté : par exemple .note maximal item pollutions (4)*note barème/item pollutions (4)

La note globale (exprimée sur 20) sera obtenue en additionnant chacune des notes pondérées. Les offres seront ensuite classées par ordre décroissant de notation, la première étant celle ayant obtenu la plus forte note globale.

Dans le cas où des offres obtiendraient la même note globale, le classement entre chacune d'entre elles s'effectuera sur la base du critère prix (qui sera alors prépondérant)

8.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://bievre-isere.com/institution/information/marches-publics/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 4 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

38022 GRENOBLE

Tél : 0476429000

Télécopie : 0476422269

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 1135

38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr